



Déclaration sur la RDC

Appel à la cessation de la violence et au soutien des activistes pour la paix

Nous sommes horrifiés par la récente escalade de la violence en République démocratique du Congo (RDC) et condamnons les attaques généralisées contre la population civile. Nous appelons tous les preneurs de décision de la région et de la communauté internationale à respecter le droit international humanitaire et les droits de l'homme et à protéger les populations civiles par tous les moyens possibles. En attendant, nous mettons tout en œuvre pour soutenir une membre de notre réseau en RDC confrontée à un danger imminent.

En janvier et février 2025, l'est de la RDC a connu une escalade significative du conflit, principalement en raison de l'offensive du Mouvement du 23-Mars (M23). Le 27 janvier 2025, le M23, qui serait soutenu par le Rwanda, s'est emparé de Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu. Cette ville stratégique, qui compte environ deux millions d'habitants, est tombée après d'intenses combats qui ont entraîné des violences, une panique généralisée et des déplacements de population.

La prise de Goma a de graves conséquences humanitaires. Les hôpitaux de la ville sont submergés de patients souffrant de blessures par balles et par éclats d'obus. Les Nations unies font état de violences généralisées, de pillages et de cadavres dans les rues de Goma. Une déclaration publiée par UN Women le 4 février mentionne l'effet disproportionné de la crise sur les femmes et les filles et le recours généralisé à la violence sexuelle. Le risque d'une guerre régionale potentielle se profile, si les efforts de paix immédiats échouent.

L'année dernière, nous avons soutenu l'organisation Solidarité des femmes militantes pour les droits de l'homme (SOFAD) dans la région des Grands Lacs par le biais de nos initiatives féministes pour la paix. Une table de paix transfrontalière des femmes a réuni des organisations de la société civile, des activistes pour la paix, des fonctionnaires et des représentants religieux de la RDC, du Rwanda et du Burundi afin d'encourager le dialogue entre les trois pays. Gégé Katana Bukuru, l'une des 1000 femmes de paix nommées pour le prix Nobel de la paix 2005 et membre de la SOFAD, a organisé la table de paix. Aujourd'hui, elle, sa famille et ses collègues activistes pour la paix sont confrontés à une situation dangereuse, chaque jour plus inquiétante. Lors d'un appel téléphonique le 7 février, elle a déclaré que les rebelles du M23 avançaient en direction de sa ville, Uvira. La peur des massacres pousse les gens à tenter de fuir vers le Burundi. Cependant, elle a indiqué que le Burundi avait fermé sa frontière. On ignore si les réfugiés seront autorisés à entrer. Sans la présence des forces de la MONUSCO des Nations unies, dont la mission s'est achevée en juin 2024, les communautés sont privées de protection et d'assistance.

Grâce au soutien financier d'une organisation à but non lucratif de Bâle, nous fournirons à Gégé, à sa famille et à d'autres activistes les ressources nécessaires pour fuir Uvira. Cependant, tout le monde ne peut pas bénéficier d'une telle aide.



Il est donc de la plus haute importance que la communauté internationale continue à faire tout ce qui est en son pouvoir pour instaurer un cessez-le-feu et rechercher une solution pacifique au conflit, tout en renforçant le soutien aux personnes touchées par le conflit.

PeaceWomen Across the Globes appelle

- les parties au conflit à convenir d'un cessez-le-feu immédiat et de la cessation de la violence sexuelle et basée sur le genre, et à s'engager dans les processus nécessaires à des négociations de paix significatives et inclusives. PeaceWomen Across the Globe souligne que la participation significative des femmes à toutes les étapes d'un processus de paix est essentielle à son succès et à sa durabilité.
- tous les pays voisins à remplir leurs obligations au titre de la convention des Nations unies sur les réfugiés et à assurer la protection et l'assistance des populations en fuite.
- la Suisse, l'Union européenne et la communauté internationale en général à exercer une influence sur toutes les parties concernées, en particulier les parties au conflit, pour qu'elles cessent immédiatement les hostilités et qu'elles apportent ou renforcent leur soutien et leur protection aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et, d'une manière générale, aux personnes touchées par le conflit, y compris les activistes pour la paix.

Berne, 12 février 2025

Pour plus d'informations :

Grands Lacs : garantir la contribution des femmes à la consolidation de la paix

<https://1000peacewomen.org/en/network/insights-into-the-network/great-lakes-fpi>

Renforcer la participation des femmes aux processus de paix

<https://1000peacewomen.org/en/programmes/participation-in-peace-processes>

Comprendre les processus de paix

<https://1000peacewomen.org/en/programmes/participation-in-peace-processes/what-are-peace-processes>

Sources :

<https://apnews.com/article/congo-rwanda-m23-rebels-peacekeepers-ccb80a43e102737dbf0ed2fc78a188d9>

<https://www.unwomen.org/en/news-stories/press-briefing/2025/02/press-briefing-by-un-women-on-the-situation-of-women-and-girls-in-the-democratic-republic-of-congo>

<https://www.theguardian.com/world/2025/feb/05/democratic-republic-congo-goma-women-raped-burned-death-prison-m23-rebels-rwanda>

https://www.reuters.com/world/africa/dozens-runaway-congo-soldiers-face-trial-violence-charges-2025-02-09/?utm_source=chatgpt.com